



SECTIONS DU FINISTÈRE

Le 13 octobre 2010

Madame la Présidente,

Depuis le début du mouvement contre le projet gouvernemental de réforme des retraites, les personnels de la DGFIP, à l'appel de leurs organisations syndicales, se sont fortement mobilisés en s'inscrivant dans la mobilisation.

Le 24 juin, le 7 septembre, le 23 septembre, le 2 et le 12 octobre, ils ont clairement réaffirmé leur détermination à ne pas accepter une réforme des retraites injuste et inefficace. Il en sera de même samedi 16 octobre.

L'attachement des collègues au système de retraites par répartition, et leur volonté d'en garantir la pérennité et la justice n'est plus à démontrer. Leur forte mobilisation lors des journées de grève et de manifestation parle clairement en ce sens.

De plus, la dégradation du climat général provoqué par les régressions sociales et les attaques menées contre les acquis sociaux ne font qu'exacerber le mécontentement des agents de la DGFIP.

Lors de chaque journée d'appel à la grève, les taux à la DGFIP, supérieurs à ceux, déjà excellents, enregistrés dans la Fonction Publique, confirment notre analyse d'un mécontentement qui va bien au delà du dossier des retraites.

Il serait faux et dangereux, madame la Présidente, de penser que ce très fort mouvement de protestation est sans lien avec la situation dégradée dans les services. Bien au contraire.

Si tant de collègues ont répondu aux appels lancés par les organisations syndicales, c'est bien, à la fois, du fait de la remise en cause du pacte social national, et d'une certaine idée de la république, mais également en raison de la dégradation constante des conditions de travail à la DGFIP.

Il n'est plus un seul service qui, aujourd'hui, n'accuse les conséquences des suppressions massives d'emplois, et de l'empilement successif des réformes, dont la fusion Impôts/Trésor.

L'annonce récente de la suppression de 2.667 postes en 2011 à la DGFIP ne fait qu'accentuer le malaise général des agents. Dans le Finistère, cette annonce laisse augurer un nombre absolument intolérable de suppression d'emplois s'il était égal à celui de 2010.

Le mécontentement est profond et se manifeste depuis de longs mois. Les agents et les services sont au bord de la rupture.

Mesdames et messieurs les cadres supérieurs, de grâce, ne faites pas, avec notre DGFIP, ce que certaines têtes bien pensantes ont fait avec France Telecom...

Le dialogue social, dans notre administration, est en panne sèche, et la direction générale se refuse à prendre en compte les revendications exprimées dans le cadre de la plateforme unitaire du 23 mars 2010.

La direction générale ne peut continuer plus longtemps à ignorer la réalité du conflit à la DGFIP.

Pour ces raisons, les représentants des organisations syndicales du Finistère, à l'instar de leurs représentants nationaux, refusent de participer au CTPD convoqué ce jour, et réclament, de la part de M. PARINI, la tenue d'une audience avec les représentants des personnels.

Les organisations syndicales du Finistère appelle les agents à poursuivre et amplifier ce mouvement de protestation afin d'obtenir l'abandon du projet de loi sur les retraites et l'ouverture de réelles négociations à la DGFIP.